



## **Commissariat aux comptes Exercice clos le 31 décembre 2011**

Conseil d'Administration du 26 juin 2012

# PREAMBULE



» Notre mission d'audit consiste à :

- ▶ Mettre en œuvre des diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives
- ▶ Exprimer une opinion sur la régularité et la sincérité des états financiers de votre Etablissement

» Notre rôle nous interdit de nous immiscer dans la gestion

En revanche, il nous appartient d'accompagner l'entité dans une démarche d'amélioration de la qualité de l'information financière

## RAPPEL DE NOS CONCLUSIONS 2010



Notre rapport sur les comptes annuels 2010 de l'Université de Provence comportait 2 réserves et 2 observations :

### ►► 2 réserves

- **Patrimoine immobilier** : évaluation des biens affectés ; approche par composants
- **Biens mobiliers** : absence d'inventaire physique ; amortissement au 1<sup>er</sup> janvier N+1

### ►► 2 observations

- **Changements de méthodes comptables, corrections d'erreurs et régularisations**
- Comptabilisation en produits des **subventions d'investissement** l'année même de leur perception : 6,4 M€ en produits exceptionnels en 2010

## OPINION SUR LES COMPTES 2011



- ▶▶ Patrimoine immobilier : levée de réserve
  - ▶ Intégration d'une nouvelle évaluation France Domaine réalisée en 2011
  - ▶ Approche par composants mise en place en 2011 (point de recommandation)
  
- ▶▶ Biens mobiliers : maintien de la réserve émise en 2010 pour absence d'inventaire physique récent
  - ▶ « Comme à fin 2010, en l'absence d'inventaire physique récent des biens mobiliers, nous n'avons pas pu nous assurer de la réalité et de l'exhaustivité des matériels et mobiliers figurant à l'actif. »
- NB : amortissement des acquisitions désormais à compter de la date de mise en service
  
- ▶▶ Fiabilité des processus de contrôle interne relatifs au personnel : réserve
  - ▶ « Les processus de contrôle interne de l'Université relatifs au suivi de la masse salariale, des éléments variables de la paie et des engagements sociaux, ne nous permettent pas d'avoir l'assurance raisonnable que les passifs sociaux sont provisionnés de manière exhaustive au 31 décembre 2011. »
  
- ▶▶ Changements de méthode / d'estimation : observation + point de recommandation (subventions d'investissement)

## EVOLUTION DE NOS APPRECIATIONS (1/2)



►► Notre appréciation des différents cycles :

Cycles			Appréciation 2011	Appréciation 2010	Evolution	Observations
Actifs immobiliers					+	<b>Approche par composants à parfaire</b>
Actifs mobiliers						Inventaire physique à réaliser
Immobilisations financières						
Subventions d'investissement						<b>En 2010, principe comptable différent de la méthode préférentielle / Changement de méthode prospectif en 2011 / Reconstitution du stock recommandée dès 2012</b>
Créances / Revenus / Subventions de fonctionnement					+	Séparation des exercices / bourses Erasmus
Personnel / paie					-	<b>CET, primes et suivi masse salariale / rattachement (distinction : courant / normal)</b>

satisfaisant
 à suivre ou à parfaire
 insuffisant

## EVOLUTION DE NOS APPRECIATIONS (2/2)



Cycles	Appréciation		Evolution	Observations
	2011	2010		
Capitaux propres				
Conventions pluriannuelles				Contrôle interne à structurer
Achats / fournisseurs				Séparation des exercices / Détail du compte "Autres prestations extérieures diverses"
Autres produits / autres charges				Opérations internes
Charges financières / produits financiers				
Charges et dettes fiscales / TVA				Position offensive / Crédit de TVA
Provisions pour risques et charges				
Résultat exceptionnel (lié aux subv. Inv.)				<b>Reprise des subventions d'investissement</b>





- ▶▶ Trois chantiers importants à mettre en oeuvre :
  - ▶ Inventaire physique des biens mobiliers
  - ▶ Reconstitution du stock de subventions d'investissement
  - ▶ Réexamen de la ventilation des bâtiments par composants
  
- ▶▶ Harmonisation des principes comptables et des procédures de contrôle interne des trois périmètres fusionnés
  
  
- ▶▶ Accélération et harmonisation des délais de clôture